

Initiatives ministérielles

• (1400)

Je suis encore très optimiste sur la possibilité que les employés du gouvernement de l'Ontario et ce gouvernement réussissent à s'entendre sur un contrat social. Aucune des deux parties n'obtiendra tout ce qu'elle désire. Bob Rae devra sans doute reculer un peu sur certaines de ses propositions qu'il dit non négociables tandis que les syndicats devront pour leur part renoncer à certaines de leurs demandes.

Cependant, je reste très optimiste et je crois que les deux parties sont de bonne foi, qu'elles vont négocier et qu'elles parviendront à un accord. J'espère, pour le bien des Canadiens et pour le bien des Ontariens, que c'est ce qui se produira.

[Français]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, j'aimerais faire quelques remarques au sujet du projet de loi à l'étude cet après-midi et aussi au sujet du budget présenté par le ministre des Finances lundi dernier.

Je dirais tout d'abord que je comprends que c'est un problème difficile qui attendait le ministre des Finances quand il a commencé à préparer son budget cette fois-ci. Les prévisions du niveau de déficit dans les derniers budgets, pas uniquement celui du ministre en poste en 1992, mais aussi celui de son prédécesseur en 1991, ont été vraiment inexactes. Ils ont fait une erreur énorme en prévoyant le niveau de déficit pour l'année en cours, c'est-à-dire celle qui a commencé le 1^{er} avril 1993, et l'année dernière.

[Traduction]

C'était un budget difficile à préparer dans les circonstances, mais cela n'excuse cependant pas l'incompétence et le manque de franchise dont le gouvernement a fait preuve dans la présentation de ce budget. Je vais commencer par parler de la présentation du budget, afin de déterminer si elle a été faite ou non de façon compétente, et des circonstances qui ont suivi cette présentation.

Ces dernières semaines, en plus d'entendre les candidats à la direction du Parti conservateur parler de leur capacité de réduire le déficit, nous avons aussi entendu le ministre des Finances parler du grave problème que le déficit et la dette ont créé. Tous les gouvernements au Canada, quel que soit le parti qu'ils représentent, ont reconnu la gravité de ce désastre financier. Nous avons vu le premier ministre de Terre-Neuve, M. Wells, après

avoir présenté un budget très rigoureux, déclencher des élections et demander aux Terre-Neuviens de l'aider dans sa lutte contre le déficit. Nous avons aussi entendu les gouvernements néo-démocrates de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique parler du problème créé par la dette et le déficit.

Dans ce climat politique, le ministre a rendu public, il y a quelques semaines, un document dans lequel il disait qu'il allait présenter un budget austère et que la nécessité d'un tel budget était bien acceptée. C'est le climat qu'il a créé avant de présenter le budget de 1993. La population, les investisseurs, les marchés internationaux des obligations, tout le monde s'attendait à ce que ce budget montre que le Canada allait enfin prendre des mesures afin de contenir sa dette et son déficit. C'est ce que le ministre avait promis.

Nous ne partageons peut-être pas tous le même avis lorsqu'il est question de déterminer si le signal envoyé aux marchés par le ministre était le bon, mais là n'est pas la question.

• (1405)

Le point que je veux faire valoir est le suivant: lorsqu'un ministre des Finances parle, le monde entier l'écoute, pas seulement le Canada, mais tous ceux qui ont beaucoup investi dans le financement de la dette canadienne et dans le dollar canadien. Le ministre des Finances a lancé un message qui était très clair: le budget devait servir à réduire le déficit. À lui seul, ce message explique ce qui est arrivé au dollar après le dépôt du budget et ce qui s'est produit lorsque la Société canadienne d'évaluation du crédit a réduit la cote mardi dernier. La confiance dans le gouvernement et le ministre s'en est trouvé ébranlée. Nous n'avions pas assisté à un tel fiasco depuis la fuite du budget en 1989.

Il est faux de prétendre que le budget n'aura aucune incidence sur les contribuables canadiens. Le taux d'escompte a dû être augmenté mardi dernier et des sommes non divulguées ont dû être retirées des comptes en devises étrangères pour permettre à la Banque du Canada et à ses agents de soutenir le dollar canadien. Ces montants seront connus seulement dans quelques mois, lorsque le taux de change aura réellement été établi. Ces opérations et la hausse du taux d'escompte ont une incidence sur les contribuables canadiens. Les bons du Trésor, servant à financer la dette canadienne, qui devaient être renouvelés cette semaine, l'ont été à des taux d'intérêt élevés, ce qui a fait perdre de l'argent aux